

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS  
PICARDIE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Gravelines, le 18 JUIL. 2016

Unité Départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60 036  
59 820 Gravelines

Affaire suivie par :

Catherine FORTIN  
Tél : 03 28 23 81 69  
Fax : 03 28 65 59 45

[catherine.fortin@developpement-durable.gouv.fr](mailto:catherine.fortin@developpement-durable.gouv.fr)

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT**

**(SPECIALITE INSTALLATIONS  
CLASSEES)**

H:\Commun\2\_Environnement\1\_Etablissements\Equipe\_G2\LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE\_070.01787\ED mise en conformité\post coderst\post  
remarques\LESIEUR\_Grande Synthe\_RAP suite remarques\_070.01787.odt

**OBJET** : **Société LESIEUR Générale Condimentaire**  
**Réponse suite aux questions lors du CODERST**

**REFERENCE** : **Courrier de l'exploitant transmis par la préfecture du Nord en date du 18 janvier 2016**

**N° S3IC** : **070.01787**

**RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| ➤ <b>Nom de l'établissement</b>     | : <b>LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE</b>                 |
| ➤ <b>Adresse du siège social</b>    | : <b>29 quai Aulagnier<br/>92600 ASNIERES-sur-Seine</b> |
| ➤ <b>Adresse de l'établissement</b> | : <b>rue Charles Fourier<br/>59760 Grande-Synthe</b>    |
| ➤ <b>Activité principale</b>        | : <b>fabrication de condiments et assaisonnements</b>   |
| ➤ <b>Effectif</b>                   | : <b>118</b>  |

**Sommaire du Rapport**

- 1.- Objet du rapport
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Analyse des demandes de l'exploitant
- 4 – Suites administratives

- Annexe
1. projet d'arrêté modifié

## **1. – Objet du rapport**

Le 21 juillet 2015, lors du CODERST du Nord, le dossier LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE était inscrit à l'ordre du jour.

Il s'agissait de prescrire un arrêté préfectoral complémentaire pour acter l'instruction du dossier de mise en conformité du site de Grande-Synthe suite à l'entrée en vigueur de la directive IED.

Suite à ce CODERST, l'exploitant a formulé plusieurs observations. Ce rapport apporte les éléments de réponse.

## **2. – Présentation de l'établissement**

### ***2.1. – Description de l'établissement***

LESIEUR Générale Condimentaire est un établissement industriel dont l'activité principale est la fabrication et le conditionnement de mayonnaise, de ketchup, de vinaigrettes et de sauces.

L'usine dispose d'un laboratoire de Recherche et Développement et d'une unité de soufflage de bouteilles plastiques qui alimente une de ses lignes de conditionnement.

Globalement, 5 opérations successives, se décomposant comme suit, caractérisent l'activité :

1. la réception et le stockage des matières premières et des conditionnements ;
2. la fabrication de produits alimentaires (mayonnaise, ketchup, vinaigrette et sauces) ;
3. le conditionnement ,
4. le suremballage ;
5. le stockage des produits finis et l'expédition.

### ***2.2. – Situation administrative de l'établissement***

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique 3642 : traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires.

En conséquence, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels : FDM (Food Drink and Milk)

- Industries alimentaires, des boissons et laitières.

## **3. – Analyse des demandes de l'exploitant**

### ***3.1. – « article 2 : le ratio de consommation d'eau »***

Le ratio de consommation d'eau fixé à 1,7 m<sup>3</sup>/tonne.

Ce ratio est cohérent avec l'activité du site. Il permet de vérifier la maîtrise des consommations. L'exploitant craint de dépasser en cas de petites séries (grosses consommations) et demande de supprimer cette prescription afin de ne pas limiter le développement de ses activités.

Ce ratio n'apparaissant ni dans les documents BREF, ni dans les arrêtés sectoriels et étant prescrit à titre informatif, l'inspection propose de ne plus faire apparaître ce ratio.

### ***3.2. – « article 4 »***

L'exploitant souhaite ajouter la phrase suivante : « il est également possible qu'elles soient réalisées par des méthodes rapides dont les résultats sont régulièrement comparés avec ceux des méthodes normées. ».

L'inspection des installations classées ne s'y oppose pas.

### 3.3. – « article 4 : valeurs limites de rejet »

Les valeurs limites de rejets ont été prescrites en fonction des activités du site, des résultats d'auto-surveillance et des VLE associées aux MTD.

C'est un point important de la mise à jour des prescriptions, il est à noter que le site ne présente aucun dépassement sur les rejets aqueux, l'inspection doit fixer des valeurs qui sont cohérentes avec l'activité du site et ne pas laisser un permis de polluer en cas de Valeur limite trop importante par rapport à la réalité.

L'inspection propose de modifier les valeurs limites figurant dans le projet d'arrêté complémentaire joint en annexe.

### 3.4. – « article 5 : fréquence d'analyse »

L'exploitant indique qu'il manque le tableau de fréquence des analyses.

Il est ajouté au projet le tableau suivant :

paramètres	fréquence
Débit, température, pH	En continu
DBO5	hebdomadaire
MES	hebdomadaire
DCO	hebdomadaire
Azote Global	hebdomadaire
Phosphore total	hebdomadaire
Matières grasses	hebdomadaire

## 4 – suites administratives

Pour prendre en compte les demandes de l'exploitant qui sont recevables, nous proposons à monsieur le Préfet du Nord de modifier le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui est passé lors du CODERST du nord du 21 juillet 2015, par le projet présenté en annexe ;

en ajoutant le tableau suivant :

paramètres	fréquence
Débit, température, pH	En continu
DBO5	hebdomadaire
MES	hebdomadaire
DCO	hebdomadaire
Azote Global	hebdomadaire
Phosphore total	hebdomadaire
Matières grasses	hebdomadaire

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifié est en pièce jointe.

**Rédacteur**

L'Inspecteur de l'environnement,  
spécialité « Installations classées »

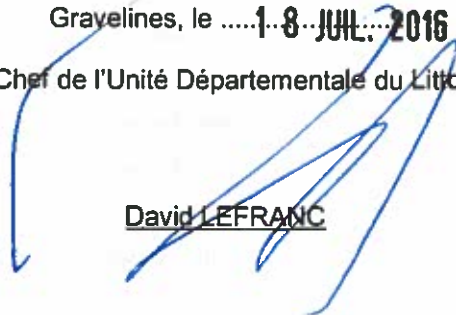


Catherine FORTIN

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du  
Nord - Pas-de-Calais - Picardie  
A l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le .....1-8 JUIL. 2016

Le Chef de l'Unité Départementale du Littoral,



David LEFRANC

**Valideur**

L'Inspecteur de l'environnement,  
spécialité « Installations classées »



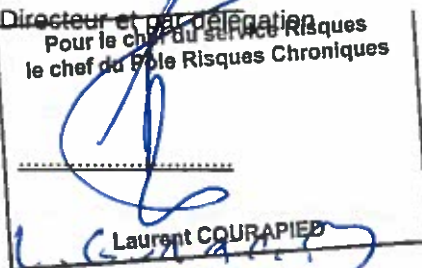
Julien DEVROUTE

**Approbateur**

Vu et transmis à M. le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais - Picardie, Préfet du Département du Nord –  
Direction de la Coordination des Politiques Interministérielles –  
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Lille, le .....1 AOUT 2016

P/ Le Directeur et par délégation  
Pour le chef du service Risques  
le chef du Pôle Risques Chroniques



Laurent COURAPIED

**PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**suite à l'instruction du dossier de mise en conformité**  
**de la société LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE**  
**pour la poursuite de l'exploitation de son site de Grande-Synthe**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**VU** les décrets modifiant la nomenclature des ICPE ;

**VU** le décret n°2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 accordant à la SAS CAMPBELL GENERALE CONDIMENTAIRE l'autorisation de poursuivre l'exploitation de ses activités de préparation, conservation de produits d'origine végétale, animale et d'étendre sa capacité de production à Grande-Synthe ;

**VU** le donné acte délivré le 26 juillet 2010 à la société LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE suite à sa déclaration à Monsieur le Préfet du Nord du rachat et du changement de raison sociale des installations précédemment exploitées par la société SAS CAMPBELL GENERALE CONDIMENTAIRE à Grande-Synthe ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2011 imposant à la SAS LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé à Grande-Synthe et modifiant l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er juillet 2014 imposant à la SAS LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé à Grande-Synthe ;

**VU** le dossier de mise en conformité et le rapport de base transmis par la société LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE par courrier et reçu à la préfecture du Nord en date du 18 mai 2015, en application des dispositions de l'article 515-82 ;

**VU** le rapport en date du XXXX de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa réunion du xxx ;

**Considérant** que la société LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE est une installation classée dûment autorisée et relevant de la directive n°2010/75/UE susvisée ;

**Considérant** que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique : 3642-3 ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'actualiser le classement du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées suite aux modifications de cette dernière par les décrets du XXX susvisés ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

**ARRETE :**

## ARTICLE 1 : OBJET

La société LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE, dont le siège social est situé 29 quai Aulagnier à ASNIERE SUR SEINE (92665), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son site situé sur le territoire de la commune de GRANDE-SYNTHÉ (59760) Zone Industrielle -Rue Charles Fourier.

## ARTICLE 2 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

L'article 8 intitulé « Prélèvements et consommation d'eau » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

### ARTICLE 8 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

#### Origine de l'approvisionnement en eau

les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau ou de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)	Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j)	Débit moyen mensuel (m <sup>3</sup> /j)
Réseau public de Grande-Synthe	Grande-Synthe	110 000	400	300

#### Conception et exploitation des installations de prélèvements

l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter les consommations en eau du site. Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées. Seules les purges strictement nécessaires sont admises.

#### Relevé

les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Protection des réseaux d'eau potable

un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

## ARTICLE 3 : DEFINITION DES REJETS

l'article 12 intitulé « Définition des rejets » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

### ARTICLE 12 : DEFINITION DES REJETS

#### **12.1 – Identification des effluents**

l'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories suivantes d'effluent :

- effluent 1 : les eaux usées domestiques
- effluent 2 : les eaux pluviales comprenant :
  - effluent 2A : eaux pluviales de toiture,
  - effluent 2B : eaux pluviales des quais, des places de stationnement et de la voirie,
  - effluent 2C : eaux pluviales du parc de déchets,
  - effluent 2D : eaux pluviales de l'aire de dépotage des matières premières liquides,
- effluent 3 : les eaux usées industrielles regroupant :

- les condensats du process de fabrication,
- les eaux de lavage manuel,
- les eaux de lavage de l'installation de nettoyage en place,
- les eaux de lavage des sols,
- les eaux usées du laboratoire recherche et développement et du laboratoire de contrôle qualité.
- Effluent 4 : les eaux usées des essais sprinklers.

## **12.2 Dilution des effluents**

il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simple dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

## **12.3 Rejets en nappe**

le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines est interdit.

## **12.4 – Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles, de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposantes ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus, ils ne doivent pas :

- comporter de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction vu sa valeur alimentaire.
- provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

## **12.5 Localisation des points de rejets**

Les réseaux de collecte des effluents aboutissent aux points de rejets suivants :

- effluent 1 : les eaux usées domestiques sont évacuées dans le réseau des eaux usées de la ville de Grande-Synthe.
- effluent 2A, 2B et 4 : les eaux des essais sprinklers ainsi que les eaux pluviales de toiture et des eaux pluviales provenant des quais, des places de stationnement et de la voirie sont traitées par un débourbeur puis déversées dans un des deux bassins de rétention du site. Ces eaux rejoignent ensuite le canal de Bourbourg.
- effluent 2C : les eaux pluviales du parc à déchets, situés au sud-est du site, sont collectées par un réseau spécifique. Elles sont traitées par un séparateur à graisse avant de rejoindre le réseau public d'assainissement.
- Effluents 2D et 3 : les eaux usées industrielles ainsi que les eaux pluviales de l'aire de dépotage des matières premières liquides sont récupérées dans un bassin tampon de 500 m<sup>3</sup>, puis acheminées vers la station de prétraitement et de traitement biologique du site, avant de rejoindre le réseau public d'assainissement.

Le rejet dans le canal de Bourbourg des effluents 2A, 2B et 4 doit faire l'objet d'une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial.

Le raccordement à la station d'épuration de Grande-Synthe doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par la communauté urbaine de Dunkerque telle que prévue à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique

## **ARTICLE 4 : VALEURS LIMITES DE REJETS**

l'article 13 intitulé « Valeurs limites de rejets » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

### ARTICLE 13 : VALEURS LIMITES DE REJETS

les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures de prélèvements et d'analyses moyens réalisés sur 24 heures. Les analyses sont réalisées suivant les normes en vigueur. Il est également possible qu'elles soient réalisées par des méthodes rapides dont les résultats sont régulièrement comparés avec ceux des méthodes normées

#### Effluents 2A, 2B et 2C

l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des effluents 2A, 2B et 2C dans un milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)
MES	30
DCO	40
DBO5	10
Azote Global	10
Matières Grasses	20
Phosphore Total	10
Hydrocarbures	5

#### Effluent 1

Sans préjudice des dispositions de l'article L 1331-10 du code de la Santé Publique, les eaux usées domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

#### Effluents 2D et 3

Débit :

Débit	Maximal instantané	Maximal journalier	Moyen mensuel
	20 m <sup>3</sup> /h	400 m <sup>3</sup> /j	300 m <sup>3</sup> /j

Température, pH et couleur :

La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.

la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.

Substances polluantes :

L'exploitant est tenu de respecter, pour les effluents n°2D et 3 en sortie de station de traitement, les valeurs limites ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration moyenne mensuelle (mg/l)	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux moyen mensuel (kg/j)	Flux maximum journalier (kg/j)
DCO	1000	1500	300	600
DBO5	300	600	90	240
MEST	300	600	90	240



Azote Global (2)	50	100	15	40
P total	10	25	3	10
Matières Grasses	10	20	3	5
Chlorures	-	500	-	200

(1) sur flux décanté

(2) comprenant azote organique, azote Ammoniacal et azote oxydé

Épandage d'eaux usées ou résiduaires

L'épandage des eaux usées ou résiduaires est interdit.

## ARTICLE 5 : SURVEILLANCE DES REJETS

l'article 15 intitulé « Surveillance des rejets » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2004 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

### ARTICLE 15 : SURVEILLANCE DES REJETS

#### 15.1 – Surveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets des eaux usées issues de la station de traitement (effluents 2D + 3). Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.

paramètres	fréquence
Débit, température, pH	En continu
DBO5	hebdomadaire
MES	hebdomadaire
DCO	hebdomadaire
Azote Global	hebdomadaire
Phosphore total	hebdomadaire
Matières grasses	hebdomadaire

#### 15.2 – Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure (pH mètre, thermométrie...) et des moyens consacrés à la débit-métrie, à l'échantillonnage, à la conservation des échantillons et aux analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an au calage de son autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement).

Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.

#### 15.3 – Transmission des résultats de surveillance

Les résultats des mesures réglementaires du mois N sont saisies sur le site de télédéclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.

## ARTICLE 6 : REEXAMEN PERIODIQUE

l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 est complété par les dispositions suivantes :

« article 34.6 : Réexamen périodique

Dans un délai de 12 mois à compter de la date de publication des décisions relatives aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables aux industries agro-alimentaires et laitières (code FDM), l'exploitant réalise le dossier de réexamen prévu à l'article R515-71 du Code de l'environnement.

Ce dossier comporte à minima :

- des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
  - les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
  - les cartes et plans ;
  - l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
  - les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus à l'article R.515-59 accompagnées, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R.515-68.
- L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
  - une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
  - une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
    - l'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
    - la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R.515-60 ;
    - un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;
  - la description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

En cas d'impossibilité de respecter les performances des MTD sur le site pour des raisons d'ordre techniques ou économiques, l'exploitant fournit une étude technico-économique démontrant cette impossibilité. L'argumentaire technico-économique comporte a minima :

- un état de la situation économique de l'entreprise ;
- un bilan coût avantage des différentes technologies permettant d'atteindre les performances des MTD ;
- une démonstration que les investissements nécessaires pour la mise à niveau du site induiraient des coûts excessifs qu'il ne serait pas viable de faire supporter à l'exploitation au regard de ses capacités financières ;
- une proposition des performances pouvant être atteintes sur l'installation via la mise en œuvre de techniques économiquement acceptables. »